

mission de la France d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

### Dépôts :

Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en Afrique occidentale française et au Togo, n° 1165. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative des Etablissements français d'Océanie, n° 1178. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de l'archipel des Comores, n° 1179. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Cameroun, n° 1180. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Togo, n° 1181. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de loi présentées au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas : 1° tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française ; 2° tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du

Conseil général des territoires composant l'Afrique équatoriale française, n° 1184. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des îles de Saint-Pierre et Miquelon, n° 1185. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie, n° 1186. — Le 2 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de Madagascar, n° 1188.

### Interventions :

Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [18 septembre 1946] (A., pp. 3797 et suiv.) ; Art. 71 K : *Contre l'amendement de M. Jullien* [20 septembre 1946] (p. 3908) ; Art. 5 : *Amendement de M. Baumann* [21 septembre 1946] (p. 3925) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés : *Dispositions relatives aux territoires d'outre-mer* ; Art. 38 : *Ses explications de vote* [4 octobre 1946] (p. 4559) ; — des propositions de loi relatives aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [5 octobre 1946] (p. 4712) ; *Amendement de M. Lecourt tendant à reprendre le texte du projet n° 965 du Gouvernement* (pp. 4713, 4714).

### LAMPS (M. René), Député du département de la Somme.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-

arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (ibid.). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

#### Dépôt :

Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réparer en faveur des retraités de l'Imprimerie nationale une injustice commise par Vichy, n° 858,

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, GUERRE [11 juillet 1946] (A., p. 2652). — Est entendu sur la date de discussion des interpellations de MM. Denais et Bruyneel sur la situation des petits rentiers et épargnants [26 juillet 1946] (p. 2822). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2827) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat ; en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* [2 août 1946] (p. 2973) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 4 bis nouveau : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4034) ; Art. 125 : *Son amendement* (p. 4054) ; Art. 153 A nouveau : *Ses observations* (p. 4066) ; Art. 154 : *Son amendement* (p. 4066) ; Art. 125 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4107) ; AIR, Chap. 3 : *Soutient l'amendement de M. Gréa* [2 octobre 1946] (p. 4414) ; IMPRIMERIE NATIONALE, Art. 76 : *Son amendement sur la caisse de secours* [3 octobre 1946] (p. 4520) ; *le retire* (ibid.).

#### LANDRY (M. Adolphe), Député du département de la Corse.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555). — Est nommé membre titulaire de la

Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

#### Dépôts :

Le 26 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi fixant le régime des prestations familiales, n° 266. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation de logement, n° 306. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi concernant l'assistance à la famille, n° 309. — Le 2 août 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi fixant le régime des prestations familiales, n° 355. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative à la structure sociale des sociétés anonymes, n° 378. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative aux monopoles artificiels, n° 379. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues concernant l'assistance à la famille, n° 604.

#### Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [6 août 1946] (A., p. 2984 et suiv.) ; Art. 9 : *Amendement de M. Segelle* (p. 2994) ; Art. 10 : *Amendement de M. B. Petit* (ibid.) ; *Amendement de Mme Méty* (p. 2996) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 5 : *Ses observations sur l'article* [3 septembre 1946] (p. 3489) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 M : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3526).

#### LANIEL (M. Joseph). Député du département du Calvados, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554). — Est proclamé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* [14 juin 1946] (p. 2538).